



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**  
**Comité Syndical : séance du 17 décembre 2020**

Le 17 décembre 2020, à dix-sept heures, le Comité du Syndicat de Bassin de l'Elorn s'est réuni à Loc Eguiner, sous la présidence de Monsieur Laurent PERON, Président du Syndicat de Bassin de l'Elorn, à la suite de la convocation adressée le 10 décembre 2020.

**Etaient présents :** M. Laurent PERON ; Mme Véfa KERGUILLEC ; M. Henri BILLON ; M. Patrick LE SAOUT ; M. Philippe GUEGUEN ; M. Bruno CADIOU ; M. Guillaume BODENEZ ; M. Jean Michel LE LORC'H ; Mme Chantal SOUDON.

**Etaient excusés :** M. Bernard NICOLAS ; M. Stéphane MICHEL, Mme Nathalie CHALINE ; Mme Michelle CASU ;

**Etaient absents :** M. Christian PETITFRERE ; M. Jean JEZEQUEL ; M. Jean Philippe ELKAIM

**Avaient donné procuration :**

Mme Sylvaine VULPIANI avait donné procuration à M. Laurent PERON  
Mme Claire LE ROY avait donné procuration à Mme Véfa KERGUILLEC  
Mme Laurence CLAISSE avait donné procuration à M. Henri BILLON  
Mme Viviane BERVAS avait donné procuration à M. Jean Michel LE LORC'H  
M. David ROULLEAUX avait donné procuration à Mme Chantal SOUDON  
M. Lenaïc BLANDIN avait donné procuration à M. Guillaume BODENEZ

**DELIBERATION N°2020-57**

**MODIFICATION DES STATUTS DU SYNDICAT DE BASSIN DE L'ELORN**

**DISSOLUTION DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DU CRANOU**

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT), notamment l'article L5721-2-1 relatif aux modifications statutaires des syndicats mixtes,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 19 octobre 1970 portant création du syndicat mixte,

Vu la loi du 27 Janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et l'affirmation des métropoles (MAPTAM),

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

Vu la loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages,

Vu l'article L. 5216-7 IV bis du CGCT pour les communautés d'agglomération ; l'article L. 5215-22 IV bis du CGCT pour les communautés urbaines ; l'article L. 5217-7 IV ter pour les métropoles,

Vu l'article L. 211-7 du code de l'environnement,

Vu l'article L. 213-12 du code de l'environnement,

Vu le décret n° 2015-526 du 12 mai 2015 relatif aux règles applicables aux ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et aux règles de sûreté des ouvrages hydrauliques,

Vu le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux Loire-Bretagne (SDAGE) 2016-2021.

Vu la délibération n° DCC2018\_001 du 29 juin 2018 de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau Daoulas concernant le transfert de la compétence « eau potable »

## Rapport

Depuis la création du syndicat mixte, des modifications sont intervenues dans ses statuts :

- retrait des chambres de commerce et d'industrie de Brest et de Morlaix et de la chambre d'agriculture du Finistère (délibération du 1er juillet 1980 et arrêté préfectoral du 16/12/1980)
- mise en conformité des articles 1.3.5.7.8 et 17 des statuts initiaux avec le code des communes (délibération du 21 novembre 1986 et arrêté préfectoral du 23/11/1989).
- modification de l'article 5 des statuts concernant la composition du comité syndical suite à la dissolution du SIVOM de Landerneau en SIVU (délibération du 12/06/1998 et arrêté préfectoral du 11/01/1999).
- modification de l'article 5 des statuts concernant la composition du comité syndical suite au retrait de la commune de Loc-Eguiner au motif qu'elle adhère dorénavant au syndicat de plateau de Ploudiry, lui-même adhérent du syndicat de l'Elorn.
- mise en conformité des articles des statuts initiaux avec le code général des collectivités territoriales (articles 1, 3, 5, 7 et 8) et avec le code de l'environnement (article 1 et 2) ; Mise en cohérence le périmètre de compétence du syndicat avec celui du SAGE de l'Elorn (article 2 et Délibération du 24 octobre 2007).
- adhésion de la Région Bretagne au syndicat de bassin de l'Elorn. (Délibération du 27 janvier 2011).
- adhésion de la commune de la Forest-Landerneau au syndicat de bassin de l'Elorn (Délibération du 16 février 2016).
- adhésion des Communautés de Communes de Landerneau Daoulas et du Pays de Landivisiau (Délibération du 17 octobre 2017)
- Transfert de la compétence optionnelle « Eau potable » au profit de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau Daoulas (délibération du 18 décembre 2018)
- Retrait des communes et des syndicats intercommunaux du territoire de la CCPLD (délibération du 18 décembre 2018)
- Adhésion de la Commune de Loc Eguiner Ploudiry (délibération du 18 décembre 2018)

## Dissolution du Syndicat Intercommunal du Cranou

Le Syndicat Intercommunal du Cranou a été dissout par arrêté préfectoral le 23/11/2020 ce qui entraîne son retrait du Syndicat de bassin de l'Elorn et la modification du nombre de délégués de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau Daoulas.

Ce changement est à rechercher dans les articles suivants :

- Article 1<sup>er</sup> (création et durée du Comité syndical) : retrait du Syndicat Intercommunal du Cranou comme membre du Syndicat
- Article 5 (Composition du Comité syndical) : 7 membres représentants la CCPLD au lieu de 6 et suppression du représentant le SI du Cranou.



Envoyé en préfecture le 12/04/2021

Reçu en préfecture le 12/04/2021

Affiché le

Reçu en préfecture le 21/12/2020

ID : 029-242900801-20210412-DCC2021\_044-DE

ID : 029-252901087-20201217-DELIB\_2020\_57-DE

Il est proposé d'adopter la nouvelle version des statuts et d'approuver les modifications qui seront applicables au premier janvier 2021.

La délibération du comité syndical sera ensuite notifiée à tous les membres adhérents du syndicat. La délibération doit être approuvée à la majorité des deux tiers des membres qui composent le comité syndical conformément à l'article L5721-2-1 du CGCT dans un délai de 3 mois.

Il conviendra, passé ce délai, de demander à monsieur le préfet, de bien vouloir arrêter les nouveaux statuts.

Adopté à l'unanimité.

Pour extrait certifié conforme  
A Daoulas le 17 Décembre 2020

Le Président



Laurent PERON